

## DÉBAT

avec **Dominic Desroches**

Professeur  
Département philosophie  
Collège Ahuntsic de Montréal  
Québec

et **Daniel Innerarity**

Professeur de philosophie sociale et politique  
à l'université de Saragosse - Espagne  
Directeur de l'institut de la Gouvernance  
du pays basque  
Auteur de la "Le Démocratie sans l'Etat"  
et de "Le futur et ses ennemis"

14 octobre 2010

**LA PLACE DU MARCHÉ**  
**FEUILLETON INTELLECTUEL**

**Résumé de l'épisode 1**

# & confiance insécurité



# LA PLACE DU MARCHÉ

## FEUILLETON INTELLECTUEL

Bienvenue dans un village planétaire où les slogans valent prescription !

Les marques comme vecteurs de notre identité sociale ?

Une liberté individuelle réduite à celle d'acheter ?

Comment le jeu des régulations sociales opère-t-il dans ce monde où consommer est devenu la norme première du le vivre ensemble ?

D'où proviennent les orientations vitales pour tous ? Qui arbitre les décisions collectives ?

L'ENS et le Grand Lyon vous invitent à en débattre avec des intellectuels et des acteurs politiques ou économiques.



## Résumé de l'épisode 1

### confiance & insécurité

Des crises financières de plus en plus fréquentes questionnent le marché : le cœur de nos économies manifeste ses dysfonctionnements. Le marché n'a-t-il pas envahi tout l'espace, y compris l'espace politique ? **Dominic Desroches** indique ainsi que si le marché est une notion ancienne, la marchandisation n'a que récemment touché l'ensemble des biens et des activités humaines, valeurs morales et sociales comprises. Une pression néolibérale s'opère, sans contre-modèle depuis la chute du communisme, qui place les Etats en situation de concurrence avec le marché. Or si la concurrence tourne à l'avantage de ce dernier, c'est, pour **Daniel Innerarity**, le signe d'un affaiblissement du politique qui peine à proposer ou à imposer des modes efficaces de régulation. Pourquoi ?

#### Espace mondialisé et temps désynchronisés

La première raison est une déterritorialisation du capital, le marché formant une économie-monde, devenue hors-sol. Or la mondialisation

économique est allée plus vite que la construction politique des territoires mondialisés (Desroches). En second lieu, note **Daniel Innerarity**, notre rapport s'est modifié, non plus seulement à l'espace, mais également au temps. L'unification du temps, autrefois fruit des Etats, a fait place à des ruptures, des brèches, à une désynchronisation générale, fruit du multiculturalisme. Comment gouverner démocratiquement en assumant cette diversification temporelle ? Gouverner, c'est aujourd'hui coordonner des temps pluralisés. Le rythme désormais imposé par la communication planétaire induit des accidents : nos systèmes d'alertes et de prévention des risques ne sont pas à la mesure du temps accéléré de l'économie (rapidité de l'information, biens dématérialisés, etc.). Le contraste entre le temps de la finance et le rythme lent des institutions politiques (construction du droit, processus délibératif, etc.) produit catastrophes, accidents et crises (Desroches). **Daniel Innerarity** note encore que « le risque de catastrophe » est accru dans un marché qui met en jeu des intérêts particuliers dont la défense ne s'accorde pas toujours avec l'intérêt général, quand elle ne va pas délibérément contre lui.

## **Des processus théoriques complexes qui paralysent l'action politique**

Nos outils politiques ont innové moins vite que les outils économiques, en sorte qu'ont émergé des cultures étanches les unes aux autres. Penser ces transformations pour organiser une meilleure gouvernance (Desroches) exige de pénétrer leur logique spécialisées. Les sciences économiques « ont payé leur exactitude mathématique au prix énorme d'une inexactitude sociale » et manquent d'une vision générale (Innerarity). Comment s'orienter ? Quelles priorités définir ? A partir de quelles valeurs ? La complexité des mécanismes de régulation pose au politique ces questions qui l'acculent à l'inaction par crainte « du mauvais choix » (Pierre Houssais). Les crises financières apparaissent ainsi comme des crises des valeurs et des cultures, les valeurs du marché n'étant pas nécessairement celles des politiques ou des sociétés. La notion de « climat général », désignant le *hic et nunc* d'une société, est également une donnée pour comprendre le mécanisme des crises. Or, pour **Dominic Desroches**, le climat actuel est permissif pour les marchés et anticipe peu les défis à venir : transports, énergie, etc. Pourquoi ? Parce qu'il y a trop à perdre socialement et politiquement à tenter d'anticiper aujourd'hui les problèmes de la décennie d'après (Houssais). Là encore se heurtent des temps différents : celui du marché, celui du politique, celui du développement durable.

## **Les démocraties à l'œuvre face aux pays émergents**

Si le tournant néolibéral a conduit au désengagement de l'Etat, l'échec des techniques à répondre aux grandes questions environnementales et financières le pousse à se réengager (Innerarity). La marge de manœuvre est toutefois mince – aucune nation ne peut à elle seule promouvoir de nouvelles formes de régulations politiques. Or les « nouveaux joueurs, comme la Chine, l'Inde, le Brésil » ne partagent pas nécessairement nos objectifs ou nos présupposés politiques. Alors, « serons-nous capables de travailler ensemble ? ». La question est d'autant plus complexe que les démocraties, comme le montrent les USA, peinent à se réformer et à changer leur horizon (Desroches). Derrière les crises perce ainsi la question des régimes politiques. Si nous avons vécu avec l'idéal d'un contrat social à la Locke, n'est-ce pas finalement un modèle à la Hobbes qui s'impose ? (Houssais). De fait, on pourrait penser que Hobbes s'impose, le système contemporain renvoyant à l'image d'un « bateau unique qui vogue rapidement avec la crainte des pirates ». Notre monde instable

repose en partie sur la peur, tel que le définit Hobbes, où les « pirates » mettent à mal le système commun, innovant pour leur seul compte (Desroches). Mais, peut-être que plus que Hobbes, c'est le modèle proposé par Grotius qui s'impose : la souveraineté est une réponse aux menaces liées au risque de prédation. La dérégulation favorise le pillage des biens publics par des acteurs qui usurpent une autorité faiblement défendue. Il nous faut poser la question « Qui commande ? » pour saisir les risques présents et développer les biens publics.

## **Dialogue avec l'assemblée**

*Inspirées par la théorie néolibérale les démocraties postulent que le marché se régule de lui-même. Pourtant, on a le sentiment d'être dans une société non régulée, voire une société du chaos (Q1). En démocratie, c'est le citoyen qui induit les actes politiques. Mais compte-tenu de la complexité des problèmes qui leurs sont posés, les démocraties s'en sortiront-elles plus vite que les systèmes non démocratiques ? (Q2)*

On lit Adam Smith comme un économiste, mais la « main invisible » du marché est pour lui un substitut de la vertu pour développer l'abondance par la rationalité des échanges, sans rompre avec des fins morales. Cette conception nous est aujourd'hui étrangère. Mais le débat sur la régulation par le marché ou par le politique interroge le comportement individuel et la manière dont une collectivité accompagne les individus en utilisant soit le ressort de l'engagement citoyen soit celui du consommateur. Or les outils marketing s'adressent plutôt au consommateur (Houssais). L'extension de la marchandisation tourne les citoyens en clients. Comment revenir à un discours de l'engagement civique, à un rapport au monde moins marchand et plus politique (Desroches) ? C'est un ressort complexe car la démocratie est en soi complexe. Mais si la complexité pose des problèmes, elle n'est pas le problème. Au contraire, c'est là que réside la solution. La complexité vient de l'émergence de nouveaux acteurs, autrefois subalternes des Etats occidentaux, qu'il convient aujourd'hui d'entendre. C'est aussi la prise en compte de la différence, des minorités, des femmes, etc. (Innerarity). La démocratie contemporaine a permis la liberté individuelle. Il faut aujourd'hui l'assumer et travailler ensemble à affronter des questions nouvelles tout en ayant conscience qu'on peut se tromper (Desroches). Moins qu'une crise du marché qui, de fait joue son rôle (Desroches), se dessine une crise de la régulation par le politique. On a vécu sur les idées erronées d'autorégulation du marché et de « sagesse des foules ». Il faut donc poser des régulations

anticipant sur une dialectique naturelle qui veut que pour chaque règle posée un contournement apparaisse. De plus, les régulations doivent anticiper d'éventuelles conséquences néfastes. On apprendra ainsi de l'expérience de la crise des subprimes, née de la bonne volonté politique de favoriser un large accès au crédit (Innerarity).

*Depuis 20 ans, la rentabilité des entreprises a diminué et les flux financiers se portent aujourd'hui vers des investissements plus rentables où ne pèse pas de coût social. N'est-ce pas là une des origines de la crise ? (Q3)*

Depuis 20 ans, tous les systèmes économiques sont fondés sur la consommation. Or consommer du temps social, du soin médical, de la culture, etc., — biens et services qui n'ont pas nécessairement une valeur marchande ajoutée — pèse sur les profits des systèmes de production économique. Mais ces biens ne doivent pas seulement être considérés comme des coûts, ils sont aussi des investissements, comme le montre l'exemple de l'enseignement. Il est difficile de localiser les coûts, les bénéfices, les pertes, etc. (Wormser).

## Conclusion

Traditionnellement, le marché lie une offre et une demande selon une dynamique réflexive, chacun sachant ce que la transaction va lui apporter. Or, désormais, et c'est ce qui a changé, ce n'est qu'après la transaction que l'on sait ce qui est échangé : des biens immatériels, mais aussi des valeurs comme la confiance et le risque, des sentiments comme la peur, etc. De manière performative, seul l'effet des transactions auxquelles chacun est supposé avoir librement consenti nous fait comprendre dans quel monde nous vivons compte-tenu des règles qui nous engagent. C'est donc une complète transformation du modèle d'Adam Smith décrivant un marché comme moyen technique de réaliser une fin connue d'avance, permettant d'abaisser les coûts de transaction et de maximiser l'intérêt moral de chacun (Wormser).

